

NUMÉRIQUE



Leadership féminin / 10ème édition d'Inspiring Women Leaders in the Digital Era

Mémounatou Ibrahima prend part aux échanges

Dans un message publié sur son compte LinkedIn, la présidente du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéo) a annoncé qu'elle prenait part à la 10ème édition d'Inspiring Women Leaders in the Digital Era.

PAGE 4



SANTÉ



Cent équipes pour mille villages

Mission médicale chinoise au CMS Kpomé

Une équipe de la 28è mission médicale chinoise (Shanxi) à Lomé était mercredi 4 février 2026 au Centre médico-social (CMS Kpomé Akadjamé) dans la commune de Zio1. Cette mission, première du genre dans le cadre du projet «Cent équipes pour mille villages», a permis d'offrir des consultations ...

PAGE 11

Mémoire nationale

« À l'ombre du Baobab », « un geste d'intelligence collective du passé »

À la veille de la commémoration du 21ème anniversaire de la disparition du président Eyadema Gnassingbé, père de la nation, le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé de sa présence, a rehaussé l'éclat de la cérémonie solennelle de dédicace de l'ouvrage intitulé « À l'ombre du Baobab », œuvre mémorielle ...



PAGE 3

Hommage au général Eyadema

Veillée de prières et de chants au domicile de l'illustre disparu

Une veillée de prières et de chants s'est déroulée, le mercredi 4 février 2026, au domicile du père de la nation, feu le général Eyadema Gnassingbé à Pya (préfecture de la Kozah), en prélude à la commémoration du 21ème anniversaire de sa disparition.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

PDiMa : le ministère recrute un Responsable administratif et financier

Le ministère de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique passe à l'action. Dans le cadre du Projet Digitalisation des Mairies (PDiMa), il lance un appel à candidatures pour recruter un Responsable administratif et financier.

Le futur RAF devra justifier « d'une expérience professionnelle de 8 ans au moins dans le domaine de la gestion financière, comptable ou de l'audit ». Le profil recherché est donc expérimenté et rompu aux exigences de rigueur.

Les missions sont précises. Il s'agira « d'assurer la gestion administrative et financière des activités du projet » et surtout « de veiller à la transparence dans l'utilisation des ressources ». Deux exigences qui traduisent l'ambition du projet. « La date butoir de dépôt des candidatures est fixée au 16 février 2026 ». Les postulants intéressés sont invités à consulter « le portail électronique du ministère » pour prendre connaissance des autres conditions.

Avec ce recrutement, le PDiMa cherche un acteur clé de la transformation numérique locale.



La BANQUE à PORTÉE de MAIN.

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>



Disponible gratuitement sur
Google play App Store



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

FNFI /Produit AJSEF: Yves Sodolou, un cordonnier bénéficiaire

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit dans la région des plateaux pour partager avec vous les témoignages de Yves Sodolou, cordonnier, bénéficiaire du Produit "Accès des Jeunes aux Services Financiers" (AJSEF) du FNFI.

Nous sommes lundi, et comme tous les lundis du mois, le guichet 2 de COOPEC ILLEMA, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI accueille les bénéficiaires du FNFI venus rembourser le crédit qui leur a été octroyé. Au guichet à 8h 15 min, celui qui cristallise notre attention, Yves SODOLOU, bientôt la quarantaine, est venu rembourser son échéance du mois. Le premier cycle du crédit AJSEF, il l'a reçu depuis des mois afin de démarrer son activité de cordonnier.

" Il y a quelques mois, à la fin de mon apprentissage en cordonnerie, il me fallait trouver un coup de pouce financier afin de pouvoir m'installer à mon propre compte. C'est ainsi qu'après plusieurs tentatives, je me suis approché de COOPEC ILLEMA qui tout de suite a su satisfaire à ma demande. Après tout le processus pré

octroi de crédit, j'ai obtenu une première tranche de crédit d'un montant de 200.000 FCFA qui m'a permis de pouvoir m'équiper et démarrer mon activité. C'est ainsi que je suis rentré dans la dynamique de l'inclusion financière mise en place par le Gouvernement via le FNFI."

Et justement avant les opérations d'octroi de crédit, les potentiels bénéficiaires des différents produits FNFI sont entretenus sur la gestion de crédit et notamment sur la culture du remboursement. Tous les produits FNFI étant en cycle, un bénéficiaire ne peut prétendre passer au palier supérieur qu'après avoir soldé sa première échéance de crédit.

" Je suis venu ce matin rembourser une échéance de crédit, car j'ai très bien assimilé la formation dispensée avant l'octroi du crédit. Plus je rembourse à temps mon crédit, mieux j'ai toutes les chances de mon côté pour obtenir le second crédit et je permets à d'autres personnes de pouvoir également en bénéficier". Notre interlocuteur nous raconte avec joie combien le crédit AJSEF a été d'un grand secours pour lui, il a pu s'équiper et se lancer dans son challenge.

" Une fois que j'ai obtenu le

crédit AJSEF, je me suis doté rapidement d'un kit d'outillage et j'ai monté assez rapidement une petite baraque au carrefour Agbonou. C'était vraiment très important de pouvoir m'installer à mon propre compte et de pouvoir voler de mes propres ailes. Depuis lors, j'arrive jour après jour à fidéliser ma clientèle,

"Quand j'aurai obtenu le second crédit, je vais me lancer dans la maroquinerie, notamment la fabrication des chaussures. Et pour cela, je dois pouvoir acheter une machine complémentaire. Je veux investir dans ce volet d'activités, car de plus en plus, mes clients demandent les chaussures et ceintures.

tard un grand entrepreneur. Moi j'ai foi en mes capacités, et en mes compétences, j'ai foi que progressivement je parviendrai à devenir un patron avec une grande renommée. Déjà, j'ai deux apprentis dans mon atelier. Mon ambition est de pouvoir multiplier ce nombre d'ici peu afin de faire un transfert de



Yves Sodolou

en leur offrant un service de qualité."

Le jeune met toutes les chances de son côté pour achever vite son remboursement, car il veut obtenir le second crédit pour passer à échelle ses activités.

Je me dis que si je parviens à satisfaire à leur demande, je vais ainsi dégager des revenus complémentaires. Comme on le dit dans le langage commercial, c'est la fusion de plusieurs petites activités qui fera de vous plus

compétences." En somme, AJSEF se positionne comme un produit durablement ancré parmi les puissants instruments de lutte contre la pauvreté dans notre pays.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Édité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication : Motchoso Kodolakina
Secrétaire de rédaction : Edy Alley
Responsable web : Carlos Amavor
Comité de rédaction : Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari
Responsable administrative, financière et commerciale : AMAH Essognim

Graphiste : Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Hommage au général Eyadema

Veillée de prières et de chants au domicile de l'illustre disparu

Une veillée de prières et de chants s'est déroulée le mercredi 4 février 2026 au domicile du père de la nation, feu le général Eyadema Gnassingbé à Pya (préfecture de la Kozah), en prélude à la commémoration du 21ème anniversaire de sa disparition.

Dans une profonde communion, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, entouré des membres de la famille de l'illustre disparu, ainsi que de nombreuses autorités administratives, politiques, militaires, traditionnelles et religieuses, a pris part à ce moment de recueillement.

Lectures bibliques, cantiques, chorales et prières d'intercession

ont rythmé cette veillée, conduite par des prédicateurs de l'Église évangélique presbytérienne du Togo (EEPT).

Les officiants ont rendu un hommage au père de la nation. Ils ont saisi l'occasion pour rappeler ses œuvres et son engagement en faveur de la paix, dont l'héritage continue de marquer la conscience nationale et africaine.

Les officiants ont également prié pour la protection divine du



Faure Gnassingbé (Crédit photo : présidence du Conseil)

président du Conseil, pour l'unité nationale et la prospérité du peuple togolais.

Par ailleurs, des séances de prières ont été organisées

dans les églises et les mosquées des chefs-lieux des préfectures du pays, symbole d'un élan national de recueillement autour des idéaux de l'ancien président de la République.

La commémoration du 21ème anniversaire du rappel à Dieu du président Eyadema Gnassingbé s'est poursuivie le 5 février 2026 au palais des Congrès de Kara, avec une prière œcuménique.

TM

Mémoire nationale

« À l'ombre du Baobab », « un geste d'intelligence collective du passé »

À la veille de la commémoration du 21ème anniversaire de la disparition du président Eyadema Gnassingbé, père de la nation, le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé de sa présence, a rehaussé l'éclat de la cérémonie solennelle de dédicace de l'ouvrage intitulé « À l'ombre du Baobab », œuvre mémorielle dédiée à l'illustre disparu.

« L'acte que nous posons aujourd'hui, dépasse largement la simple dédicace d'un ouvrage. Il constitue un acte de mémoire active, une entreprise de transformation et un geste d'intelligence collective du passé. Dans un monde marqué par des

la mémoire n'est pas un refuge nostalgique, elle est un outil stratégique de compréhension du présent et d'orientation de l'avenir », disait le ministre de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale, et des Affaires coutumières, le colonel Hodalo Awate, président national du Comité d'organisation des hommages au père de la nation.

Au nom du gouvernement, il a salué avec un profond respect, l'engagement et la

Henri Koudjolou Dogo, à la préservation et à la valorisation du patrimoine moral et politique togolais. D'ores et déjà, il a exhorté les jeunes, les acteurs politiques et la société civile à s'approprier la substance de cet ouvrage, à en faire le soubassement de leurs réflexions et de leur vécu quotidien, matérialisé par le patriotisme, la dignité, le civisme et la citoyenneté, le panafricanisme, le dévouement au service de la nation et la recherche de l'excellence.

Koudjolou Dogo, publié aux éditions Graines de Pensée, est un vibrant témoignage sur la vie, l'œuvre et l'héritage culturel, politique et diplomatique du général Eyadema Gnassingbé.

« À l'ombre du Baobab » revêt une forte charge symbolique à travers son titre. Les mots ont été bien choisis. Le baobab, arbre emblématique des sociétés africaines incarne la puissance, la sagesse collective, le temps long, le rassemblement communautaire, la cohésion sociale et la protection civilisationnelle. Ainsi, à l'image du baobab, le père de la nation demeure un repère mémoriel durable qui éclaire les consciences et nourrit la construction de notre pays.

À travers les différents chapitres de son œuvre notamment « ici a commencé l'histoire », « Eyadema au pouvoir », « le Baobab s'enracine » et « l'aigle s'en est allé », l'auteur retrace les grandes lignes d'une époque marquée par la stabilité et la construction nationale, tout en partageant ses souvenirs de collaboration avec le père de la nation.

L'œuvre s'inscrit ainsi dans la continuité de la politique éducative et culturelle promue par feu président Eyadema Gnassingbé, dont l'ambition était de former des citoyens enracinés dans les valeurs africaines, conscients de leur histoire et ouverts au monde. Outre la dimension mémorielle,

l'ouvrage se présente comme un outil d'éducation civique et un support de réflexion scientifique sur la construction de l'État postcolonial africain.

À ce titre, un exemplaire de cet ouvrage de haute portée historique a été dédié à la jeunesse togolaise qui a répondu présente à cette cérémonie. Les étudiants de l'université de Kara, les élèves des écoles militaires, de certains instituts de la région ont eu droit à un exemplaire. L'honorable Henri Koudjolou Dogo a exprimé sa gratitude au président du Conseil pour ses orientations et sa présence à cette cérémonie qui revêt une haute portée symbolique, témoignant de l'attachement constant des plus hautes autorités de l'Etat à la préservation de la mémoire nationale et à la valorisation des figures emblématiques de l'histoire du pays.

À quelques heures de la commémoration du 21ème anniversaire du père de la nation, la cérémonie de dédicace de l'ouvrage « À l'ombre du Baobab » est un moment fort de transmission et de réflexion autour de l'héritage politique, économique, diplomatique et culturel du feu général Eyadema. À travers cette initiative, c'est toute la nation togolaise qui réaffirme son attachement aux valeurs républicaines que le père de la nation a incarnées.

Edem Dadzie



Faure Gnassingbé (à droite), et l'auteur (Crédit photo : présidence du Conseil)

ruptures, des tensions et des recompositions géopolitiques majeures,

contribution remarquable du Doyen des sénateurs et ancien ministre,

En effet, cet ouvrage du doyen des sénateurs et ancien ministre Henri

Grands Lacs

L'offensive s'est poursuivie aux abords du Lac Victoria

Aux abords du Lac Victoria, la cité d'Entebbe en Ouganda a servi le mardi 03 février 2026 de creuset diplomatique d'une haute importance pour la paix et la stabilité en Afrique.

Le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, médiateur désigné de l'Union africaine dans la crise dans la région des Grands Lacs, y a effectué un déplacement d'une portée majeure dans la dynamique résolue de recherche de solutions africaines à la crise dans les Grands Lacs. Cette mission ougandaise s'inscrit dans le prolongement logique des récentes consultations menées par le président du Conseil au Rwanda et au Burundi.

À Entebbe, il était question de poursuivre cette œuvre de concertation, mais surtout d'enrichir la réflexion stratégique par l'apport d'un acteur régional central notamment le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni.

Au cours de l'entretien en tête-à-tête entre les deux dirigeants, le président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé a exposé l'état des discussions engagées

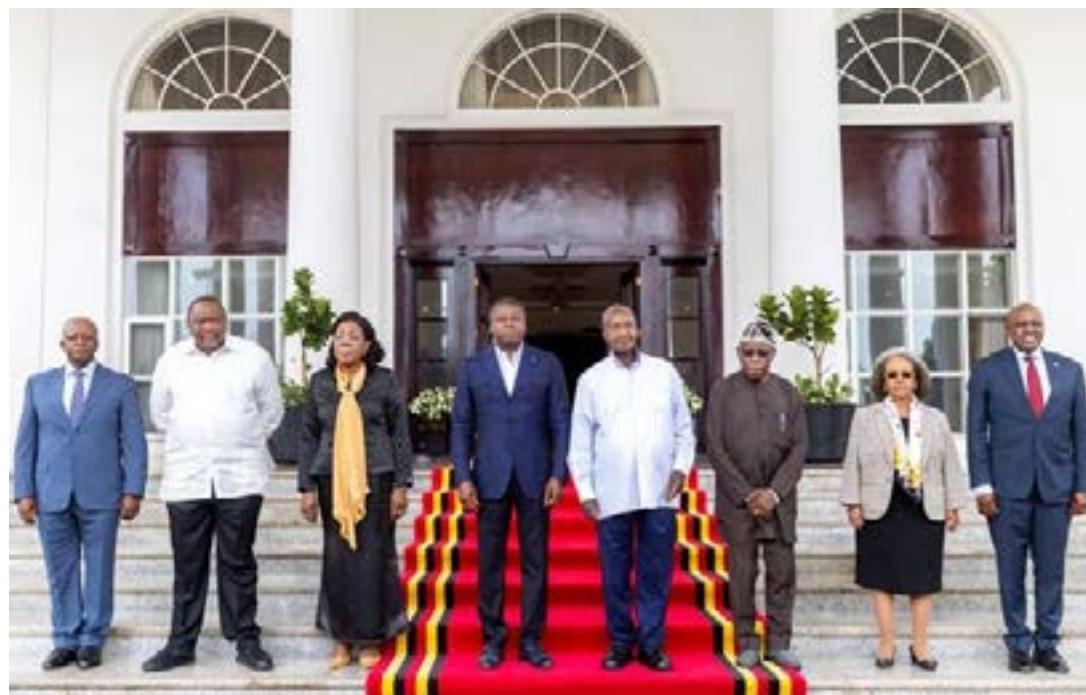


Photo de famille des deux dirigeants et des cofacilitateurs (Crédit photo : présidence du Conseil)

avec l'ensemble des acteurs impliqués dans la crise dans les Grands Lacs. Cet entretien a été suivi d'une séance de travail élargie aux membres du panel des facilitateurs continentaux, notamment les anciens chefs d'État Olusegun Obasanjo du Nigéria, Uhuru Kenyatta du Kenya et Mokgweetsi Masisi du Botswana en présence des anciennes présidentes Sahle-Work Zewde

d'Éthiopie et Catherine Samba-Panza de la République centrafricaine. L'équipe de la médiation de l'Union africaine, les délégations togolaise et ougandaise, ont aussi pris part à cette rencontre de haut niveau, conférant à cette concertation une dimension inclusive et coordonnée à cette initiative de paix et une mobilisation collective autour d'une même

exigence. Le président du Conseil a rappelé le sens de la démarche de la médiation en présentant au président Yoweri Kaguta Museveni, la situation actuelle de la région à l'issue des consultations déjà menées afin de recueillir ses propositions de sortie de crise et tirer profit de son expérience de ce conflit dont il a observé les différentes phases depuis

leurs origines.

L'ancien président nigérian, Olusegun Obasanjo a dressé un bilan structuré des démarches entreprises sous la coordination du médiateur désigné de l'Union africaine, mettant en lumière les avancées, les points de blocage persistants et les marges de manœuvre encore disponibles pour une désescalade progressive.

Pour Faure Essozimna Gnassingbé, « les solutions africaines doivent prévaloir face aux problèmes africains ». Il s'agit d'un multilatéralisme africain assumé, conforme aux recommandations du sommet de Lomé, et fondé sur la primauté du dialogue politique, de la coopération régionale et de la responsabilité collective. L'Ouganda demeure à cet égard, un acteur clé, tant par son influence politique que par son implication sécuritaire et diplomatique dans les mécanismes régionaux.

La rédaction

Leadership féminin / 10ème édition d'Inspiring Women Leaders in the Digital Era

Mémounatou Ibrahima prend part aux échanges

Dans un message publié sur son compte LinkedIn, la présidente du Parlement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a annoncé qu'elle prenait part à la 10ème édition d'Inspiring Women Leaders in the Digital Era.

Selon elle, il s'agit d'un moment privilégié d'échanges sur l'avenir du leadership féminin à l'ère numérique.

« Aux côtés de leaders visionnaires comme Teresa Maria Alarcos Tamayo MD, Chris Gerakiteys (CEO Uthopia), Valerie Masumbuko (Fondatrice Harambee Business Africa) et d'autres pionnières venues du monde entier, nous avons exploré les pratiques à fort impact pour réduire la fracture numérique de genre à l'échelle mondiale », a-t-elle écrit.

Cette participation s'inscrit pleinement dans la vision du Parlement de la Cédéao qui est de construire une Afrique de l'Ouest où chaque femme a accès aux opportunités de l'économie numérique.

Les discussions ont porté



Mémounatou Ibrahima, 3ème de la droite vers la gauche



sur l'investissement durable et la création de valeur inclusive, la blockchain, crypto et tokenisation pour un futur équitable, les technologies quantiques et la cybersécurité, l'entrepreneuriat féminin dans les secteurs innovants.

L'Afrique de l'Ouest a toute sa place dans la révolution numérique mondiale. Ensemble, construisons un écosystème où nos femmes entrepreneurs, nos innovatrices et nos jeunes talents technologiques peuvent rayonner.

Togo

Le budget 2026 des pistes rurales en baisse

Pour 2026, le budget prévisionnel consacré par l'État au développement des pistes rurales [...] s'établit à 23 milliards FCFA ». Cette enveloppe révèle une baisse significative de 28% par rapport aux 32 milliards FCFA inscrits en 2025.



Pistes rurales

En cette année déjà, la dotation avait reculé de 39 % comparativement à 2024, où les prévisions s'élevaient à 53 milliards FCFA. Cette baisse du budget contraste avec les besoins en pistes rurales. Ces pistes relient les villages aux marchés, les paysans aux acheteurs et les populations aux services essentiels. Ce qui montre la vitalité de ces infrastructures.

Sur le terrain, plusieurs chantiers sont en cours. Le pays a engagé le projet de construction de 21 ouvrages modulaires répartis dans les 5 régions du pays. Selon les autorités, les travaux « auraient connu des progrès à des niveaux variables ». D'autres actions suivent.

Edy Alley

Le vaste programme de construction et de réhabilitation des pistes rurales avance, lui aussi.

Avec les 23 milliards annoncés, l'ambition est « surtout [de] poursuivre et [d']achever les chantiers en cours ».

Il est question de l'amélioration de l'accès des populations rurales aux services socio-économiques de base. Et, en filigrane, faciliter l'écoulement des produits agricoles vers les marchés. Toute l'économie rurale repose sur cette équation simple : produire, transporter, vendre. Car chaque kilomètre aménagé devra servir.

Gaspillage alimentaire

Une facture mondiale qui grimpe à 540 milliards USD en 2026

Chaque année, des milliards de dollars de nourriture partent à la poubelle pendant que près de 8 % de la population mondiale souffre de la faim. En 2026, le coût financier global du gaspillage alimentaire est attendu à 540 milliards USD, contre 526 milliards USD un an plus tôt.

L'alerte est portée par une étude d'Avery Dennison, intitulée « Making the Invisible Visible : Unlocking the Hidden Value of Food Waste to Drive Growth and Profitability ». Elle s'appuie sur un sondage de près de 3500 responsables mondiaux de la distribution alimentaire et une modélisation du Cebr britannique.

secteur. Les « produits frais » suivent, avec 88 milliards USD ; puis les plats prêts à consommer (80 milliards), les produits laitiers (79 milliards) et la boulangerie (67 milliards).

Les causes sont connues, et répétées. « 51 % des responsables d'entreprise attribuent le gaspillage à la mauvaise gestion des stocks et au surstockage ». Plus inquiétant encore, 56 % des acteurs reconnaissent ne pas avoir une visibilité claire sur les pertes durant le transport. L'étude va plus loin : 54 % des dirigeants indiquent que ces coûts ont augmenté au cours des 3 dernières années

en jetant ce qui aurait pu être vendu.

En moyenne, le gaspillage alimentaire coûte à une entreprise environ 33 % de son chiffre d'affaires total. Pour Avery Dennison, l'impératif est clair. Le gaspillage n'est « pas seulement un enjeu environnemental et sociétal, mais un frein concret et mesurable à la croissance ». La solution passe par « la visibilité au niveau des produits » et une meilleure collaboration dans la chaîne logistique. À la clé, « réduire les coûts projetés de 3 400 milliards de dollars d'ici 2030 ».

Pendant ce temps, la faim persiste. La FAO rappelait



La viande arrive en tête. Près d'un cinquième du gaspillage mondial en 2026, soit 94 milliards USD. Undéfimajeur pour 72 % des chaînes d'approvisionnement du

en raison de la hausse de l'inflation alimentaire et de l'instabilité géopolitique, créant un double effet de perte. Les entreprises paient plus cher leurs intrants. Et perdent encore

qu'en 2022, « environ 1,05 milliard de tonnes de denrées alimentaires avaient été gaspillées » ; dont 60 % dans les ménages.

E. A

Togo / IHPC

Une stabilité fragile portée par l'énergie et les services

En décembre 2025, les chiffres racontent une histoire subtile. À première vue, rien ne bouge presque. L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) « s'est établi à 102,2 », un niveau « quasi identique à celui de décembre 2024 ». La stabilité est présente, mais elle cache des tensions bien réelles.



Dans un marché

Derrière cette apparente immobilité, deux forces s'opposent. D'un côté, la flambée du « Logement,

eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+9,4%). De l'autre, la détente observée sur les

« Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-2,0%). Le consommateur togolais respire dans son assiette mais il se crispe sur sa facture d'énergie.

L'équilibre est fragile et tient à peu de chose. La hausse des produits de « l'Energie » (+9,0%) est « amortie par la baisse des « Produits frais » (-3,5%) ». Même logique selon la provenance : les produits « locaux » augmentent (+1,1%), pendant que les « importés » reculent (-2,9%). Les secteurs économiques suivent le même jeu de compensation : le « Tertiaire » progresse (+0,9%), le « Primaire »

flétrit (-1,4%). Sur le trimestre, le tableau change légèrement. Par rapport à septembre 2025, les prix montent de 0,2%. Ici encore, le moteur est connu : « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+4,2%). L'énergie tire l'ensemble. Les produits « Locaux » (+0,4%) et ceux d'« origine Uemoa » (+0,4%) accompagnent ce mouvement.

Entre novembre et décembre 2025, les prix ont augmenté de 0,3%. Une progression portée par « Restaurants et services d'hébergement » (+1,3%) et « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées »

(+0,4%). Dans les marchés et les gargotes, la réalité est concrète : « Plat de riz haricot(ayimolou) » (+7,2%), « Akpala fumé (chinchard) » (+10,0%), « Huile de palme traditionnelle (zomi) » (+5,5%).

Même l'inflation sous-jacente progresse de 0,3%. Les « Produits frais » augmentent de 0,5%. Les « Services » montent de 0,5%. Le panier du quotidien se renchérit par petites touches. Pourtant, le chiffre annuel rassure. Le taux d'inflation moyen de 2025 « se situe à 0,4% contre 2,9% en 2024 ».

Edy Alley

Education scolaire

Ce que fait le Togo pour promouvoir l'enseignement

Pilier fondamental de développement, l'enseignement agit comme un moteur de croissance économique, de réduction de la pauvreté et de progrès social. Au Togo où l'éducation est un droit fondamental, promouvoir le métier d'enseignant devient plus qu'indispensable. Ainsi ces dernières années, nombreuses sont les initiatives engagées par le gouvernement pour redonner noblesse au métier d'enseignant.

L'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) impose aux pays, surtout en développement comme le Togo, la mise en place d'une politique éducative de qualité. Avec cette évidence, celle de la mise en place d'un système éducatif de qualité pour promouvoir le développement, le gouvernement engage chaque année une série de

2024 (environ 4 400) et la nouvelle session en janvier 2026 pour 3 851 postes, touchant le préscolaire, le primaire, le secondaire et l'enseignement technique.

Ces recrutements visent à combler les besoins, améliorer la qualité de l'enseignement et régulariser la situation des enseignants volontaires. La clarification des parcours professionnels

art qui s'apprend, se perfectionne et mérite un accompagnement constant.

Redonner de la dignité, c'est aussi écouter. L'État a multiplié les cadres de concertation avec les acteurs du monde éducatif, privilégiant le dialogue social et la recherche de solutions durables. Cette approche contribue à apaiser les tensions, à prévenir les crises et à construire une école plus sereine, fondée sur la confiance mutuelle.

Mango, Sotouboua, Notse, Adéta et Tabligbo), dans le cadre du Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (Paqeeb).

En six (6) mois, les travaux ont porté sur la maçonnerie, la menuiserie, la climatisation, la plomberie, l'assainissement, la peinture, la réhabilitation des forages et l'installation de connexions Internet. Le résultat est énorme : des établissements entièrement remis à neuf, adaptés aux exigences pédagogiques contemporaines.

Des réformes structurelles pour relever les défis

Depuis fort longtemps, le Togo a fait le choix de placer l'éducation au cœur de son développement. Cette vision portée par le président du Conseil, Faure Gnassingbé, se concrétise notamment par la formation des enseignants à travers la réhabilitation des écoles normales.

L'objectif étant de professionnaliser durablement le métier d'enseignant au Togo, les Ecoles normales de formation des professeurs d'école (ENFPE) deviennent

aujourd'hui, ces ENFPE rénovées offrent un environnement d'apprentissage digne, adapté, capable d'accueillir un plus grand nombre d'élèves-professeurs et de renforcer l'attractivité du métier d'enseignant. Dans une large mesure, la réhabilitation des écoles normales s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale visant à renforcer la qualification des enseignants du préscolaire et du primaire.

L'ENS en appui aux enseignants du secondaire

Outre l'ENFPE, qui forme des enseignants pour le préscolaire et le primaire, l'École normale supérieure (ENS) d'Atakpamé assure quant à elle, la formation des enseignants du secondaire. Crée depuis 1968, cette école a élargi son champ d'action en 2010 pour inclure la formation des enseignants de lycée. Elle propose des programmes dans les domaines des lettres, des sciences humaines et des sciences exactes, alignés sur le système licence-master-doctorat (LMD).

Aussi mettent-elles en œuvre des formations continues pour les enseignants déjà en poste, afin de les tenir informés des dernières méthodes pédagogiques et des innovations.

Des écoles normales rénovées

En

décembre 2024, le gouvernement, avec le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et de l'Association internationale de développement (IDA), a lancé un plan de rénovation de six (6) écoles (Dapaong,

En 2023, l'établissement comptait 744 élèves, dont 232 femmes, répartis dans des filières telles que les mathématiques, la physique-chimie, la biologie, l'anglais, le français et l'histoire-géographie.

Face aux besoins du marché, l'ENS a récemment entrepris des réformes



Le président du Conseil remettant des kits scolaires aux élèves

Et celle-ci passe par la promotion du métier d'enseignant.

De par sa contribution, l'enseignement permet de transformer le capital humain, de stimuler l'innovation, de favoriser l'égalité des genres, d'améliorer la santé et de renforcer la stabilité et la cohésion sociale.

De ce qui précède, il ressort que l'enseignant occupe une place capitale dans la transformation et le développement de tout pays. Au Togo, où la profession est longtemps confrontée à des défis structurels et sociaux, le gouvernement travaille à restaurer sa dignité, à renforcer son attractivité et à reconnaître son rôle fondamental dans la construction de la nation. Conscient qu'aucune politique de développement ne peut prospérer sans une école forte, et qu'aucune école ne peut tenir sans des enseignants respectés, formés et soutenus, le gouvernement ne ménage aucun effort. En adéquation

réformes visant à replacer l'enseignant au centre du projet éducatif national.

Cette orientation signe une conviction profonde : c'est dans la salle de classe que se forgent les citoyens de demain, que s'enracine la cohésion sociale et que se transmettent les valeurs républicaines.

Reconnaissance professionnelle

Parmi les leviers activés pour promouvoir l'enseignement figure l'amélioration progressive des conditions de travail. Recrutements réguliers, intégrations statutaires, efforts sur la rémunération et la sécurisation des carrières participent à redonner confiance à un corps enseignant longtemps éprouvé.

Le Togo recrute régulièrement des enseignants pour renforcer son système éducatif. Les récentes annonces sont encore dans les mémoires pour les concours de 2023 (plus de 4 500 postes), de

et la reconnaissance de l'ancienneté contribuent également à restaurer le sentiment de considération.

Parallèlement, des investissements sont consentis pour améliorer l'environnement scolaire : réhabilitation des infrastructures, équipement pédagogiques, réduction progressive des effectifs pléthoriques et meilleure répartition des enseignants sur le territoire.

Former pour mieux transmettre

La dignité du métier de l'enseignant passe aussi par la compétence et la maîtrise pédagogique. Le gouvernement a ainsi renforcé les dispositifs de formation initiale et continue, afin de permettre aux enseignants d'actualiser leurs connaissances, d'adopter de nouvelles méthodes et de s'adapter aux évolutions du système éducatif. Ces formations valorisent le savoir-faire de l'enseignant et rappellent que transmettre est un

significatives pour moderniser ses méthodes pédagogiques et renforcer la professionnalisation de ses formations.

dont 1 256 jeunes femmes, reflet de l'engagement en faveur de l'égalité des chances et de l'inclusion. Cette réforme vise à

compétent et durablement installé.

Mise à niveau continue

La dynamique se poursuit



Des élèves-professeurs diplômés des ENFPE

Constatant le besoin de plus en plus croissant de formation des enseignants du secondaire, l'ENS a annoncé en 2024 la création d'une nouvelle école à Niamtougou, dans la région de la Kara. Objectif : étendre son influence et améliorer l'accès à la formation des enseignants dans le nord du pays. Une démarche qui s'inscrit en droite ligne des initiatives du gouvernement de promouvoir une éducation scolaire inclusive avec des enseignants de qualité.

améliorer la qualité de la formation des enseignants en accord avec les objectifs de développement durable (ODD 4), qui prévoit une éducation pour tous à l'horizon 2030.

En droite ligne de l'atteinte des ODD, l'État a accéléré le recrutement pour répondre à la demande croissante en ressources humaines qualifiées. En 2024, environ 2 550 nouveaux élèves-professeurs ont intégré les ENFPE, tandis que 4 386 enseignants fonctionnaires, dont 356 pour l'enseignement technique, ont été recrutés à travers le pays.

Ces efforts portent déjà leurs fruits : la part d'enseignants volontaires, souvent précaires, est

aussi au niveau de la formation continue. En 2024, 268 formateurs spécialisés ont été recyclés pour mieux accompagner les futurs enseignants dans leur parcours. En parallèle, les programmes de formation ont été révisés, les curricula modernisés, et de nouveaux outils pédagogiques ont été introduits afin de répondre aux exigences d'un monde éducatif en constante évolution.

D'autres initiatives renforcent cette dynamique : plus de 1 500 salles de classe ont été construites entre 2022 et 2023 et 1 526 autres entre 2023 et 2024. Dans la foulée, la phase 2 du Paqeeb a permis de lancer la construction de 263 classes supplémentaires, 35 blocs administratifs, 456

de 192 salles neuves, l'installation de 44 systèmes solaires, la distribution de 4 800 tables-bancs et l'accès à l'eau potable grâce à 35 nouveaux forages. Ces efforts conjoints ont permis, par exemple, une réduction drastique du ratio élèves/salle (de 140 à 70 dans certaines régions) et une baisse de 20 % du taux d'abandon scolaire.

Poursuivre la bonne dynamique

À l'aube de la rentrée scolaire 2025-2026, le gouvernement a annoncé le recrutement de 4 435 enseignants fonctionnaires, répartis de manière stratégique sur l'ensemble des cycles d'enseignement. Cette initiative, déjà effective, traduit une volonté manifeste de réduire les classes surchargées, de renforcer l'encadrement pédagogique et de valoriser l'enseignement technique, devenu central dans les réformes éducatives.

Elle s'inscrit également dans un plan plus large visant à recruter 14 120 nouveaux fonctionnaires en 2025, consolidant ainsi les services publics et l'accès à une éducation de qualité pour tous.

Nonobstant, les efforts du gouvernement visant à promouvoir l'enseignement, le métier reste cependant confronté à des défis.

Relever les défis qui s'imposent

Aujourd'hui, l'un des défis majeurs auquel le

pour les écoles normales de continuer à former des enseignants compétents capables de relever le défi. Autre chose est la nécessité de continuer à ajuster les dispositifs de formation des enseignants du préscolaire, du primaire et du secondaire pour relever les défis du système éducatif.

Face à ces défis, le Togo se positionne sur plusieurs approches telles que l'Approche par compétences (APC). Cette approche permet d'évaluer l'élève sur ce qu'il sait faire avec ce qu'il a appris.

Aussi, la généralisation de l'anglais au cours primaire à compter de la rentrée 2025-2026 permet de préparer les élèves, la relève de demain, à s'insérer facilement sur le marché du travail à travers une meilleure compétence linguistique.

Outre ces initiatives, d'autres projets conduits avec l'appui des partenaires au développement permettent de relever les défis qui s'imposent aux écoles normales et dans une large mesure, au système éducatif.

L'objectif étant de promouvoir une éducation scolaire de qualité, le gouvernement entend accroître son financement au secteur éducatif pour la formation des élèves capables de relever les défis de développement du pays. Et dans l'atteinte de cet objectif, l'enseignant n'est plus perçu comme un simple exécutant, mais



Entretien avec des élèves-professeurs de l'Ecole nationale supérieure (ENS) d'Atakpamé

passée de 18,8 % à seulement 7 % en un an. C'est là un indicateur de la volonté de l'État de bâtir un corps enseignant stable,

latrines, et la fourniture de 7 890 tables-bancs.

Le projet Parec II, quant à lui, a permis la construction

système éducatif togolais est confronté à un rapport entre le nombre d'enseignants et les élèves. Face à cette situation, il urge

comme un partenaire à part entière de la politique éducative nationale.

Caleb Akponou

Conseil des ministres/Prefectures d'Assoli et de Danyi

Le président du Conseil nomme deux nouveaux préfets

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a procédé à la nomination des préfets d'Assoli et de Danyi ce lundi 02 février 2026, à l'occasion du Conseil des ministres qu'il a présidé.

Les préfectures d'Assoli et de Danyi ont désormais à leurs têtes

deux nouveaux préfets. Il s'agit du commandant Viagbo Mensah Kafui et Koumagnanou Amavi nommés par décret signé du président du Conseil lundi dernier.

« Pour le compte du ministère de

l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières : Commandant Viagbo Mensah Kafui est nommé préfet d'Assoli ; Monsieur Koumagnanou Amavi est nommé préfet de Danyi », peut-on lire dans le compte rendu du Conseil des

ministres.

Ces nominations s'inscrivent dans la dynamique d'enforcement de l'administration déconcentrée. Désormais à la tête de leurs préfectures respectives, les deux responsables auront pour

mission de veiller à la mise en œuvre des politiques publiques, d'assurer la coordination des services de l'État et de contribuer au maintien de la stabilité sociale dans leurs zones d'intervention.

La Rédaction

Transport routier

20 942 accidents enregistrés au Togo entre 2022 et 2024

D'après les statistiques du ministère de la Sécurité, 20 942 cas d'accidents de la route ont été enregistrés au Togo entre 2022 et 2024. Des accidents dont la plupart pourraient être facilement évités si les conducteurs adoptaient des attitudes correctes sur les routes.

Les statistiques révèlent que ces accidents ont causé 28 501 blessés et 1 826 décès. Les causes de ces accidents sont bien connues. Il s'agit entre autres de la conduite en état d'ivresse, la fatigue, le refus de porter le casque, l'excès de vitesse, les dépassements déflectueux et le non-respect du couloir sur la voie.

Pistes de solutions

Selon M. Michel Tindano,



secrétaire général du ministère des Transports publics, l'on peut sensiblement réduire le nombre d'accidents au Togo, en adoptant un certain

nombre de dispositions. Il s'agit des technologies embarquées comme le freinage automatique, les détecteurs de somnolence, les casques

intelligents ou encore les systèmes anticollisions qui permettent de prévenir efficacement les risques. M. Tindano a également insisté sur l'apport des routes intelligentes équipées de capteurs et caméras pour surveiller le trafic en temps réel et la digitalisation des contrôles, notamment pour sanctionner les infractions. « L'ambition nationale est de bâtir un écosystème où l'humain est soutenu par la technologie afin de réduire drastiquement les accidents. Les innovations ne remplacent pas la responsabilité des usagers », a-t-il expliqué, à l'occasion de la Journée africaine de la sécurité routière, le mercredi 26

novembre 2025 à Lomé.

Sensibilisations

L'Association Routes Sûres (AROS) veut apporter sa contribution, dans le cadre de la lutte contre les accidents de la route. Dans ce sens, elle annonce de nouvelles caravanes d'information à travers le pays, à partir du mois de février 2026.

Au cours de ces caravanes, elle rappellera les règles essentielles aux usagers, à savoir : le port du casque, le respect des feux tricolores, la limitation de la vitesse, l'interdiction du téléphone au volant et le contrôle technique des engins.

Affo-Djèlè Alarba

Congo/Présidentielle

Denis Sassou Nguesso officialise sa candidature à un cinquième mandat

Sans réelle surprise, Denis Sassou Nguesso sera bien candidat à sa propre succession lors de l'élection présidentielle prévue le 15 mars prochain. À 82 ans, le chef de l'État congolais briguera un cinquième mandat consécutif, le dernier que lui permet l'actuelle Constitution.

Le président a choisi un moment à forte charge symbolique pour lever toute ambiguïté. C'est le 5 février, date anniversaire de son arrivée au pouvoir en 1979, qu'il a officiellement confirmé sa candidature. L'annonce a été faite à l'occasion de l'inauguration de la première édition de la Grande Foire agricole du Congo, dans le district d'Ignié, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Brazzaville.

Entouré de son Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, et de plusieurs membres du gouvernement, Denis Sassou Nguesso est apparu détendu, souriant, arborant

un chapeau de paille, dans une mise en scène qui n'a rien laissé au hasard. Une image soigneusement maîtrisée, dans la droite ligne de sa communication politique, mêlant continuité institutionnelle et ancrage territorial.

Cette officialisation s'inscrit dans un processus engagé depuis plusieurs semaines. Fin décembre, le Parti congolais du travail (PCT) avait déjà investi Denis Sassou Nguesso comme son candidat. Le 2 février, les dix-huit partis composant la majorité présidentielle ont, à leur tour, formalisé leur soutien au président sortant, verrouillant ainsi l'essentiel de l'appareil politique et institutionnel.

Face à lui, la concurrence reste à ce stade extrêmement limitée. Un seul candidat a officiellement déposé sa candidature : Anguio

Nganguia-Engambe, président du Parti pour l'action de la République (PAR). Déjà candidat à deux reprises, il n'a jamais dépassé les 0,2 % des suffrages lors des précédents scrutins.

Plusieurs figures de l'opposition ont, au fil des mois, laissé entendre leur intention de se lancer dans la course, sans toutefois passer à l'acte. Parmi elles figurent Frédéric Bintsamou, dit pasteur Ntoumi, Destin Gavet, jeune leader du Mouvement Républicain, ou encore Dave Maftoula, chef de file des Souverainistes et ancien candidat en 2021. Aucun n'a, pour l'heure, déposé de dossier de candidature.

Dans ce contexte, l'opposition congolaise demeure divisée, hésitant entre la recherche d'une coalition encore hypothétique et la tentation du boycott. Une fragmentation qui renforce

un scénario désormais largement anticipé : une victoire de Denis Sassou Nguesso sans véritable suspense, potentiellement acquise dès le premier tour, comme lors de tous les scrutins présidentiels

présidentielle congolaise apparaît ainsi moins comme une compétition ouverte que comme la confirmation d'un rapport de force politique solidement établi, dans un pays où la longévité du pouvoir



depuis 2002. À quelques semaines du vote,

continue de structurer la vie institutionnelle.

T.M.

Innovation/Foufoumix

Jules Minsob Logou, le père du robot mixeur du foufou

Il y a une dizaine d'années, il était impossible de préparer un plat de foufou sans les efforts manuels nécessaires pour piler l'igname à l'aide d'un mortier. Mais entre 2013 et 2014, grâce à la création de la machine Foufoumix, il est possible de préparer le foufou de manière automatique. Créé par le Togolais Jules Minsob Logou, le robot Foufoumix a été primé la même année de sa création. Le succès commercial a suivi dans les années qui ont suivi son apparition sur le marché.



Jules Minsob Logou

Électrotechnicien de formation, Jules Minsob Logou est le père du Foufoumix, la machine servant à faire du foufou. Cette invention a connu un franc succès au Togo et dans d'autres pays de la sous-région, et a été commercialisée aux quatre

coins du monde.

Jules Minsob Logou a également à son actif plusieurs autres inventions, dont un WC mobile à incinération, pour régler le problème de latrines dans les milieux où des fosses septiques sont difficiles

à creuser. Le prolifique inventeur est également le créateur de Logoutrac, le mini tracteur low cost disponible au Togo et dans plusieurs pays de la sous-région.

Patemix, Canne Planteuse, Mini-planteur sont autant de conceptions du cru de celui qui veut trouver des solutions technologiques à des problèmes de sa communauté. Une passion d'inventer qu'il a depuis les années de sa formation en électrotechnique, et qui l'a amené à démissionner d'un poste à Togo Télécom.

Un entrepreneur à succès

Passionné de la technologie moderne liée aux inventions et innovations, Minsob Logou, président et directeur général de la société Foufoumix SA et promoteur de Logou Concept Togo (LCT) Sarl U, nourrit l'ambition d'apporter diverses solutions durables, dans le respect de l'environnement, pour améliorer le quotidien des communautés en Afrique. Avec à son actif une diversité de solutions technologiques,

Minsob Logou est aujourd'hui un entrepreneur à succès dont l'impact est contagieux dans un contexte continental aux défis pourtant contraignants.

Minsob Logou diversifie avec haute expertise ses interventions dans les domaines de l'électricité industrielle, de la mécanique générale, du design



Le robot Foufoumix

Ses prouesses et succès remarquables lui ont valu plusieurs distinctions en Afrique et dans le monde et ont suscité l'intérêt particulier de certains médias internationaux.

Autodidacte, rigoureux de son Etat et passionné de la technologie moderne,

industriel et d'études et conceptions bien pointues. Sa vision, a-t-il l'habitude de dire, « est de concourir à faire révéler l'Afrique au milieu des continents du monde afin de lui faire jouer sa partition dans le concert des nations ».

La rédaction

Relations commerciales Togo-USA

Les Etats-Unis lancent officiellement leur Chambre de commerce au Togo

La Chambre de commerce américaine au Togo (AmCham-Togo) a été officiellement dévoilée au cours d'une cérémonie de lancement, le lundi 26 janvier 2026.

La cérémonie a réuni des chefs d'entreprise, des représentants des autorités togolaises, dont le ministre des Mines et des Ressources énergétiques, Robert Koffi Messan Eklo, ainsi que des acteurs du secteur privé américain.

En créant l'AmCham-Togo, l'objectif des Etats-Unis est de structurer et d'approfondir les relations économiques entre leur pays et le Togo, dans un contexte de recherche d'une hausse d'investissements privés



L'Amcham-Togo officiellement lancée au Togo

et de diversification des partenariats internationaux.

Le chargé d'affaires Richard Michaels a prononcé un

discours lors de la cérémonie. Dans son allocution, il a souligné l'importance de cette étape importante pour les relations commerciales

entre les États-Unis et le Togo.

« Les entreprises américaines au Togo embauchent des Togolais.

Ces entreprises américaines incarnent également les valeurs américaines : professionnalisme, efficacité, transparence, compétitivité, esprit d'entreprise et méritocratie », a-t-il déclaré.

Dirigée par le secteur privé, AmCham-Togo se veut un organe de liaison entre les entreprises et les décideurs publics. Elle est intégrée au réseau mondial des Chambres de commerce américaines et entend promouvoir la liberté économique, les pratiques commerciales éthiques, l'innovation et une croissance inclusive.

La rédaction

Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir la possibilité de gagner 200% de bonus et des smartphones

yas.tg

#Alèz



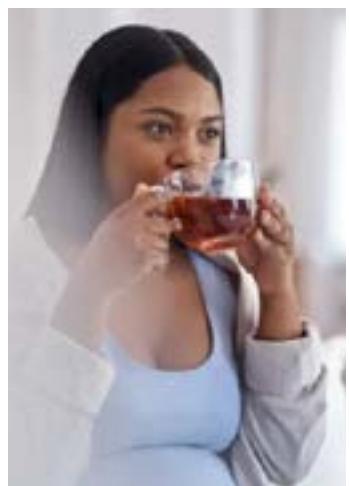
250F
250Mo | +100F
375Mo
***909*250#** 1 jour

Grossesse

Certaines femmes ont recours à des recettes de grand-mère

En Afrique, il arrive que des femmes enceintes prennent certains médicaments traditionnels ou adoptent un certain nombre d'attitudes pour se soigner. Mais que faut-il faire exactement en ces moments ?

On observe parfois chez certaines femmes enceintes, des phénomènes comme la prise de poids, des douleurs ligamentaires, ou encore des jambes lourdes ou gonflées. Selon Afefa Bolou, sage-femme à Lomé, ces signes indiquent souvent que la grossesse tend vers son terme.



Cette femme enceinte prend une tisane
(Crédit photo : BBC Afrique News)

Mais bien avant cette période, certaines femmes ont recours à des recettes de grand-mère pour accélérer ou déclencher le travail. C'est ce qu'explique Tassi Mama, ancienne accoucheuse traditionnelle et herboriste à Comé, au Bénin. « Il ne s'agit pas de plantes compliquées qui pourraient mettre la femme en danger », précise-t-elle. Selon elle, une infusion de feuilles de papayer mûres mais sèches aide à placer le bébé dans une bonne position et facilite sa sortie lors de l'accouchement. « Il faut commencer dès le septième mois. Il suffit pour la femme enceinte de se purger avec l'infusion matin et soir », détaille-t-elle.

Elle recommande également de boire l'eau gluante issue du gombo bouilli durant le dernier mois de grossesse. « Cela facilite la descente du bébé et rend l'accouchement plus aisés », dit la traditionnaliste.

Marceline Attiogbé, l'une de ses patientes, confirme avoir suivi ces conseils. « J'ai testé l'infusion de feuilles de papayer et tout s'est bien passé. Je me purgeais matin et soir. Au neuvième mois, j'ai arrêté et j'ai complété par un peu de sport », raconte-t-elle. Elle explique avoir adopté cette méthode après

que l'hôpital lui a annoncé que son bébé était trop gros, ce qui pourrait rendre son accouchement difficile.

La tisane de feuilles de framboisier est également considérée comme une aide pour faciliter le travail. C'est une autre recette de grand-mère que Tassi Mama recommande, tout en rappelant que ces tisanes ne sont pas des solutions miracles : « Il faut toujours demander conseil avant de les prendre pour éviter toute complication », conseille-t-elle.

Selon la nutritionniste Angèle Kouto, les feuilles de framboisier contiennent une molécule appelée frangine, qui exerce un effet stimulant sur l'utérus, le tonifie, le relaxe et rend les contractions plus efficaces. Cependant, malgré leur popularité, ces remèdes traditionnels divisent.

Si certains les jugent utiles, de nombreux spécialistes, notamment des médecins, se montrent prudents, voire opposés à leur usage. Selon eux, laisser les femmes consommer librement ces décoctions pourrait comporter des risques. « Il y a des risques... »

Afefa Bolou, sage-femme d'État à Lomé depuis plus de dix ans, affirme qu'aucun médecin ne conseillerait à une femme enceinte de boire des tisanes pour faciliter l'accouchement. Selon elle, il existe un risque d'abus, et les données scientifiques sur la composition chimique de ces plantes restent insuffisantes.

Elle ajoute : « Sauf si la patiente est à terme, que ses pieds gonflent et que le taux de HE est élevé. Dans ce cas, la femme enceinte peut prendre de l'eau glacée. Même des médecins spécialistes le recommandent ».

Pour la sage-femme, consommer des tisanes sans avis médical peut s'avérer dangereux. « Chez certaines femmes, on remarque lors de l'accouchement que le liquide amniotique est teinté. C'est en leur posant des questions qu'on apprend qu'elles ont pris de la tisane », explique-t-elle.

Elle précise que cela peut

aller jusqu'à provoquer un bébé mort-né. Il arrive aussi que des patientes se présentent en consultation en expliquant qu'elles n'entendent plus le BDC (Bruits du Coeur) fœtal, c'est-à-dire les battements cardiaques du bébé, normalement évalués pendant la grossesse et le travail.

« Et lorsqu'on réalise une échographie, on constate que la grossesse s'est arrêtée. La patiente ne connaît pas elle-même la quantité de tisane qu'il faut prendre pour éviter ce genre de situation », confie Afefa Bolou, qui déconseille fermement l'usage de ces remèdes pendant la grossesse.

Elle reconnaît toutefois : « Parfois, nous demandons aux femmes enceintes de se purger avec l'infusion de feuilles de papayer. Cela aide le bébé à mieux descendre avant la naissance. Mais cela a aussi ses inconvénients, car il ne faut pas en prendre trop longtemps ».

Pour elle, les patientes qui consomment cette infusion sur une longue période risquent de « rompre la poche avant même d'entrer en travail ». Les feuilles de papayer contiennent en effet des substances proches de l'ocytocine ou du syntocinon, capables de provoquer une rupture prématuree des membranes.

Or, une rupture trop précoce de la poche des eaux entraîne l'évacuation du liquide amniotique, indispensable à la respiration du fœtus dans l'utérus. Cela peut provoquer la mort du bébé ou, s'il naît vivant, l'obliger à être immédiatement placé sous oxygène.

L'impatience de certaines patientes

Selon la sage-femme, ce sont parfois les parents qui accompagnent les femmes enceintes qui créent des problèmes au personnel soignant. « Le temps de faire quelques réglages, on se rend compte que la mère ou la belle-mère de la patiente lui a fait boire une tisane ou avaler un comprimé pour provoquer la dilatation », regrette-t-elle.

La femme enceinte se met alors à crier, mais personne ne dit à la sage-femme ce qui s'est réellement passé.

« C'est seulement quand il y a rupture de poche qu'on découvre ce qui s'est passé à notre insu. Certains parents nous accusent de laisser leurs filles souffrir des douleurs de l'accouchement, et justifient ainsi le fait de leur donner ces breuvages ».

Il semble que ces situations se produisent notamment lorsqu'on souhaite laisser la femme accoucher naturellement. Car certains parents, voire les patientes

qu'il faut éviter de prendre n'importe quel produit ou médicament au risque de mettre deux vies en danger.

« En tant que médecin, je ne dirai pas à ma patiente enceinte d'aller prendre des tisanes pour faciliter l'accouchement. Lorsque la femme va régulièrement en consultation et qu'elle est bien suivie par la sage-femme, il n'y aura rien à craindre lorsque le moment sera venu », souligne-t-il.

« Sauf dans les cas



Une femme enceinte (Image trouvée en ligne le 05 février 2026)

elles-mêmes, réclament le "petit sérum" pré-accouchement, que les sages-femmes refusent désormais d'administrer systématiquement.

Il n'existe aucun soin permettant de diminuer ou d'arrêter totalement la douleur des contractions. « Nos patientes et leurs accompagnateurs doivent nous laisser faire notre travail, sinon ce sont des vies qu'ils mettent en danger ».

Madame Bolou insiste : « À ce moment crucial, il n'y a rien d'autre à faire. Nous sommes là pour surveiller, marcher avec la femme, faire des va-et-vient, lui apprendre des techniques de respiration, la rassurer pour que la dilatation se fasse correctement et que le bébé puisse sortir tranquillement ».

Aujourd'hui, dans les centres de santé, l'accouchement se fait de plus en plus naturellement, sans sérum systématique. « Vous allez abîmer vos utérus pour rien si vous buvez n'importe quoi », prévient-elle.

Protéger le bébé et se fier à un spécialiste

Pour le docteur Jean-Claude Togbé, médecin généraliste, la période de grossesse est un moment délicat dans la vie d'une femme. Il rappelle

particuliers où l'on observe certaines complications. Là, des dispositions spécifiques peuvent être prises », ajoute-t-il.

Selon lui, les recherches médicales, surtout en Afrique, n'ont pas encore confirmé l'efficacité de ces potions naturelles ou des recettes de grand-mère auxquelles beaucoup de femmes ont recours aujourd'hui. Il recommande donc une grande prudence dans leur utilisation.

Tassi Mama, de son côté, reconnaît qu'il faut encadrer les femmes enceintes qui utilisent ces tisanes, afin qu'elles ne dépassent pas les quantités recommandées. Elle reste toutefois convaincue que les plantes, notamment celles qu'elle a citées plus tôt, sont efficaces pour accompagner les femmes durant leur grossesse.

« On a toujours utilisé cela autrefois pour accoucher les femmes. C'est vrai que la médecine a évolué, mais les plantes aussi ont leur valeur », affirme-t-elle.

NB : Toujours demander l'avis d'un médecin ou spécialiste avant de prendre un produit ou un médicament.

Edem Dadzie
Source : BBC Afrique News, rubrique santé

Cent équipes pour mille villages

Mission médicale chinoise au CMS Kpomé

Une équipe de la 28ème mission médicale chinoise (Shanxi) à Lomé était mercredi 4 février 2026 au Centre médico-social (CMS Kpomé Akadjamé) dans la commune de Zio1. Cette mission, première du genre dans le cadre du projet «Cent équipes pour mille villages», a permis d'offrir des consultations bénévoles aux patients.



Dans l'ensemble, ces consultations médicales bénévoles de solidarité ont permis à 120 patients, de bénéficier des soins médicaux gratuits. Quant aux activités médicales, elles ont consisté à des soins et des débridements des plaies pour les patients. Aussi, des médicaments ont été offerts aux patients en vue de poursuivre les soins chez eux.

Pour l'assistant médical Ahligo Homlali, responsable du CMS Kpomé Akadjamé, cette mission vient à point. « Cette mission a été la bienvenue parce qu'elle a aidé les populations et

plus particulièrement les patients qui n'ont pas les moyens de se traiter. C'est une bonne mission pour aider nos populations », a précisé M. Ahligo avant d'ajouter : « Dans la centaine de personnes consultées, il y a des cas de diabète,

de maladies chroniques et des plaies. De même, les maladies courantes comme les parasitoses et le paludisme sont aussi détectées ».

À en croire le responsable du CMS, cette mission, au-delà de l'action sanitaire, vient donner de la visibilité au centre.

« Nous tenons à dire un sincère merci à la mission, car elle vient donner plus de visibilité à notre CMS. C'est une nouvelle infrastructure que les gens commencent à connaître et la mission n'est venue qu'en appui pour plus de visibilité », a-t-il mentionné.

Pourquoi cette mission ?

Selon Guo Juanjuan, cheffe de mission médicale chinoise à Lomé, l'initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Togo et la Chine. « Dans le cadre de l'action de partenariat pour la santé Chine-Afrique et du Plan d'action de Beijing (2025-2027) issu du Forum sur la Coopération sino-africaine, et en respectant scrupuleusement les directives de l'initiative : Cent équipes pour mille villages, de la Commission Nationale de la Santé de Chine, la 28ème Mission médicale Chinoise a tenu aujourd'hui la première consultation bénévole

une formation du personnel médical rural a également été effectuée. Mon objectif est d'apporter la santé à ces amis togolais vivant loin des villes ayant besoin d'assistance médicale, et de contribuer à la pérennité de l'amitié entre le Togo et la Chine ».

gynécologues et des chirurgiens.

Notons que le CMS Kpomé Akadjamé a été inauguré en 2025. Durant l'année, il a eu à offrir 3 500 consultations allant des consultations curatives et prénatales, en passant par les services



rurale au Togo », a-t-elle mentionné avant d'ajouter : « Pendant la consultation, des médicaments ont été distribués gratuitement et

Pour la mission à Kpomé Akadjamé, ils étaient au total sept (7) médecins chinois, au nombre desquels des acupuncteurs, des

de laboratoire, d'hygiène et d'assainissement et la vaccination des enfants.

Caleb Akponou

Les Afropéennes 2026

Lomé, épicentre de la culture Afrique-Europe

Le Togo s'apprête à accueillir du 20 au 22 février 2026 la 4ème édition du festival Les Afropéennes. Ce jeudi 5 février 2026, une conférence de presse a permis de présenter ce festival qui place Lomé au carrefour des musiques afro-européennes.

Devant se tenir au marché de Cacaveli-Agoè et à l'Institut français du Togo, l'événement s'annonce avec, au programme, plusieurs artistes togolais comme Dieudonné Wila, Joachim Migos, Dogo du Togo et Senzaa.

Pour cette édition 2026, les Afropéennes entendent mettre à l'honneur les îles, comme lieux de passage et de transformation, où les musiques circulent entre l'Afrique et l'Europe.

Pour ce faire, des artistes étrangers à l'instar de la Capverdienne Lucibela, du Congolais Borunba, du groupe réunionnais Kabar



Jako, du Guadeloupéen d'origine malgache Ricky Bishop et du Franco-Américain Papatef.

Quid du grand concours Open Mic ?

Au-delà des artistes confirmés, le festival Les Afropéennes fait également une importante place à la promotion des artistes en herbe à travers le concours Open Mic.

Devant se tenir sous le thème : « le micro n'aura pas de pitié, seul le plus fort restera debout », Open Mic

est un concours de freestyle rap et chant offrant une plateforme d'expression aux jeunes talents en semi-live, devant un jury professionnel. Dans l'ensemble, cet événement vise à révéler de nouveaux artistes et à promouvoir la diversité musicale au sein du festival Les Afropéennes.

Se présentant comme un tremplin permettant aux participants de se confronter à la scène, à l'improvisation et au public, Open Mic vise à faire découvrir et promouvoir

les jeunes talents dans le domaine du freestyle rap et chant.

Aussi vise-t-il à offrir une plateforme d'expression artistique et culturelle pour les jeunes artistes et à renforcer la diversité musicale et culturelle lors de l'événement « Les

2026 des Afropéennes, c'est de faire venir des artistes pour promouvoir des musiques métisses. Notre objectif, c'est de promouvoir une sorte de mondialisation dans la musique », a mentionné Florent de la Tullaye, auteur-réalisateur directeur artistique producteur.



Afropéennes ».

« Les Afropéennes permettent de faire venir des artistes qui ne sont pas trop connus pour faire exister d'autres styles extrêmement intéressants. La particularité de l'édition

Rappelons que Les Afropéennes sont portées par les administrations de l'Union européenne, de l'Institut français, de Togo créatif et Goethe Institut.

Caleb Akponou

mixx

By 

Sécurisé. Rapide. **Toujours avec vous**

Votre partenaire de confiance en Mobile Money

Télécharge la Super App
Mixx Togo



ou tapez le

*145#



IB Bank Togo
Banque émettrice